



Les entreprises de l'économie sociale comme source d'innovation sociale. Un détour historique par le XIXe siècle

Anne Fretel

► To cite this version:

Anne Fretel. Les entreprises de l'économie sociale comme source d'innovation sociale. Un détour historique par le XIXe siècle. 2009. halshs-00375535

HAL Id: halshs-00375535

<https://shs.hal.science/halshs-00375535>

Submitted on 15 Apr 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**Les entreprises de l'économie sociale comme
source d'innovation sociale.**

Un detour historique par le XIXe siècle

Anne FRETTEL

2009.16



Les entreprises de l'économie sociale comme source d'innovation sociale

Un détour historique par le XIX^e siècle

Anne FRETTEL, Docteur, CES

fretel@univ-paris1.fr

Présenté au - 6^e congrès du réseau international « Développement régional et local du travail »
- Montréal (Québec) 12 au 14 juin 2008

Résumé

L'association au XIX^e siècle a été pensée comme un mode d'organisation du travail alternatif pouvant résoudre la question sociale. L'étude des schémas proposés par des auteurs comme Saint-Simon ou Blanc nous permet de montrer que le potentiel innovateur de leurs réformes se situe au niveau du cadre moral proposé que dans la promotion de principes économiques distincts de l'optique libérale. L'association est pensée comme le vecteur de diffusion d'une morale sociale source de bien-être collectif. Nous montrons aussi que cette spécificité associative semble toujours à l'œuvre aujourd'hui, cette organisation se distinguant plus par les valeurs qu'elle véhicule (participation démocratique, utilité sociale) que par les conditions de travail qu'elle propose.

Mots clefs : association, économie sociale, France, libéralisme, utilité sociale

Classification JEL : B15, L31, N33, N43

Back in the 19th century: Enterprises of the social economy as source of social innovation.

Abstract

The notion of association in the 19th century was thought as an alternative mode of work organization which could solve the "social question". Though the study of author's as Saint-Simon or Blanc we are able to show that the innovating potential of their reforms is due to the moral framework proposed rather than the elaboration of economic principles distinct from a liberal option. Association is thought as the vector of diffusion of moral principles, thus increasing collective welfare. We also argue that thus particularity of association is still accurate today. Associations are more specific relatively to the values they hold (democratic participation, social utility) rather than the work conditions they offer.

Key words: non profit sector, social economy, France, liberalism, social utility

JEL classification : B15, L31, N33, N43

Les organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS) sont souvent posées comme une alternative aux organisations privées lucratives du fait de leur capacité à promouvoir un autre agri économique source de solidarité [Laville (1994,1998)]. Leur capacité innovatrice puiserait ses racines dans l'élan associationniste du XIX^e siècle. Abordant cette question, Laville-Chanial (2001) concluent que le développement des organisations de l'ESS depuis les années 1990 « *renoue avec l'élan associatif de la première moitié du dix-neuvième siècle en mettant au cœur de leur passage à l'action économique la référence à la solidarité* »¹.

Du fait de cet héritage historique, analyser la spécificité de ces organisations, telles qu'elles ont été pensées au XIX^e siècle, peut s'avérer être riche d'enseignements pour mieux apprécier la situation actuelle. C'est ce que nous nous proposons de faire ici en étudiant les modèles d'organisation du travail (et leur potentiel innovateur) proposés par deux auteurs associationnistes français de la première moitié du XIX^e siècle, Saint-Simon et Louis Blanc.

A l'encontre de l'idée généralement admise, les réformes de l'organisation du travail que Saint-Simon et Blanc proposent s'articulent pour une part avec le modèle économique libéral. Promotion de l'initiative individuelle, préservation de la propriété privée, défense du principe de concurrence et réduction du rôle de l'Etat, sont autant d'éléments au cœur du projet libéral, qui se retrouvent réaffirmés à travers l'exposition du régime industriel de Saint-Simon ou la promotion de l'atelier social de Blanc. Pour autant, si économiquement l'association² est compatible avec la vision économique libérale, elle en souligne une limite : le jeu des intérêts individuels ne peut suffire à faire société. L'association telle qu'elle est mobilisée complète alors le schéma libéral en définissant un cadre moral qui encadre les actions individuelles et assure leur conformité avec la réalisation de l'intérêt général. Au final, le potentiel innovateur de ces modèles associatifs d'organisation du travail porte plus sur les valeurs véhiculées par l'association que véritablement sur la promotion d'un autre agir économique. Après avoir présenté notre cadre d'analyse (I), nous analyserons les modèles d'organisation du travail proposés par Saint-Simon et Blanc. Nous montrerons que leurs projets économiques s'inscrivent en cohérence avec la logique libérale (II) mais que leurs réformes conduisent à promouvoir un cadre social innovant (III). Enfin, à l'appui des données disponibles pour le cas français, nous nous demanderons si cette distinction entre le fonctionnement économique de l'association et sa spécificité morale n'est pas toujours d'actualité (IV).

I - DEUX GÉNÉRATIONS D'AUTEURS ILLUSTRANT LA PENSÉE DE L'ASSOCIATION DANS LA PREMIERE MOITIE DU XIX^E SIÈCLE.

C'est à partir du XIX^e siècle que la question sociale, liée à l'émergence du salariat apparaît dans son expression moderne (Castel, 1995). Durant cette période, l'essentiel porte sur le meilleur registre de réponses à apporter à cette nouvelle forme de pauvreté laborieuse tout en contournant le risque d'une intervention publique. C'est dans ce cadre que l'idée d'association se développe en se centrant sur les réformes à initier dans le cadre de l'organisation du travail. Portée par des auteurs forts différents dans leurs positionnements politique et économique, la pensée de l'association à différentes facettes et s'inscrit dans phases distinctes du XIX^e. Comment alors mettre en avant ses « invariants » sans nier pour autant sa dynamique interne ? Dans le prolongement de la démarche de Ferraton (2002), nous analyserons l'idée d'association à travers des générations d'auteurs. Nous définirons une génération d'auteurs,

¹ Chanial et Laville (2001), « L'économie sociale et solidaire : le modèle français », p. 14-15.

² Dans la suite de cet article nous parlerons d'association comme un terme générique utilisé comme tel à l'époque. Avant le processus de reconnaissance juridique des organisations collectives, la frontière entre types d'organisation n'est pas claire. C'est le législateur qui distinguera des statuts spécifiques : les syndicats (1884), les coopératives (1888), les mutuelles (1898) et les associations loi 1901.

non pas à partir d'une dimension généalogique, mais sur la base d'une matrice commune, c'est-à-dire une proximité de pensée, une contemporanéité proche face à des événements marquants. Pour chacune des générations mise en lumière, nous nous centrerons sur un auteur emblématique. Nous avons structuré la pensée de l'association dans la première moitié du XIX^e siècle à l'appui de deux générations d'auteurs incarnées respectivement par Saint-Simon et Blanc (repères historiques présentés dans les tableaux en annexe).

I.1- 1789-1830 : des modèles utopistes d'association, l'exemple de Saint-Simon

Les enjeux politiques et sociaux du début du XIX^e siècle sont dans la continuité de ceux qui ont conduit à la Révolution de 1789. L'opposition aristocratie/bourgeoisie reste forte et structure encore la société même si une nouvelle classe de notables voit le jour œuvrant politiquement pour la réalisation de ses intérêts économiques. La Révolution industrielle n'a encore que peu d'effets sur l'économie française : la population est toujours essentiellement rurale, l'entreprise artisanale continue d'être la norme et, de ce fait, le mouvement ouvrier n'apparaît pas encore comme une force décisive [Droz (1972), p.332]. La question sociale en reste à son expression traditionnelle : celle des pauvres. L'association va apparaître pour certains comme l'élément pouvant fédérer la société sur des bases nouvelles. Les systèmes alors proposés se veulent rationnels et scientifiques, qualifiés par la suite d'utopistes. Fourier et Saint-Simon sont emblématiques de cette période. Nous nous sommes penchée sur l'œuvre de Saint-Simon du fait de son influence dans les débats de l'époque, influence qui s'est prolongée à travers la constitution de son école de pensée.

Saint-Simon tente à travers son œuvre de formuler un système devant permettre à la société d'avancer. La France se situe pour lui dans une période charnière devant choisir si elle veut définitivement sortir du système militaire et féodal pour entrer pleinement dans le système industriel, seule source de progrès à ses yeux. L'association, telle qu'il la conçoit, est alors le mode d'organisation des activités économiques propre au système industriel dont le seul objectif est de produire le plus possible. La constitution idéale de la France se réduit à ses yeux à un seul article : « *l'objet de l'association politique des Français est de prospérer par des travaux pacifiques, d'une utilité positive* »³. Il compare d'ailleurs la France à un atelier : « *la France est devenue une grande manufacture, et la Nation française un grand atelier. Cette manufacture doit être dirigée de la même manière que les fabriques particulières* »⁴. L'association saint-simonienne est ainsi une société-atelier. Sous l'égide des industriels, propulsés par leurs compétences à la tête du pays, chacun doit œuvrer au même but : la production de choses utiles. L'unité de la société, reposant sur la coopération, est alors totale : « *dans l'ancien système, le peuple était enrégimenté par rapport à ses chefs, dans le nouveau, il est combiné avec eux. [...] Tel est effectivement l'admirable caractère des combinaisons industrielles, tous ceux qui y concourent sont, en réalité, tous collaborateurs, tous associés, depuis le simple manœuvre jusqu'au manufacturier le plus opulent et jusqu'à l'ingénieur le plus éclairé* »⁵.

I.2- 1830-1852 : des liens entre mouvement ouvrier et penseurs de l'association, l'exemple de Blanc

Cette deuxième phase du XIX^e est marquée par la poursuite de l'industrialisation dont les effets se font ressentir avec un déclin progressif de l'artisanat, le passage de la production en sous-traitance à la production vers les grandes industries (*putting out system*). Ces nouveaux modes de production, dans un contexte où les droits collectifs de l'ancien régime ont été

³ Saint-Simon (1821), *Du système industriel*, p. 147-148.

⁴ *Ibid.*, p. 91.

⁵ Saint-Simon (1819), *L'organisateur*, p. 150.

démantelés, et l'absence d'augmentation des salaires, conduisent à une dégradation des conditions de vie. Bien que concentrée dans certaines régions de France, une nouvelle figure émerge, celle de l'ouvrier, qui transforme la question sociale. Pour qualifier la pauvreté permanente associée au statut de salarié, un nouveau mot apparaît, celui de paupérisme. L'importance du problème se trouve illustrée par l'apparition d'ouvrages décrivant cette nouvelle misère, comme en 1840 à travers le tableau dressé par Villermé⁶. Dans le même temps, les ouvriers commencent à prendre la parole et tentent de s'organiser comme le montrent les conflits à Lyon en 1831 ou 1834. L'intervention publique reste très discrète sauf sous la Seconde République où la commission du Luxembourg⁷ est créée. Dans ce contexte, l'association n'est plus seulement pensée, elle est expérimentée. 1848 est d'ailleurs analysée comme le point culminant de ce lien entre pratiques et pensées [Gueslin (1987)]. La pensée de l'association est marquée par des auteurs socialistes tels que Buchez, Considérant, Leroux, Cabet ou Blanc. Blanc est emblématique de cette seconde génération notamment par l'influence que son ouvrage, *L'organisation du travail* (1839), a eue sur le mouvement ouvrier⁸. Posant comme principe général que la société doit assurer la promotion de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, Blanc fait de l'atelier social le vecteur de réalisation de l'association dans la sphère économique.

Pour Blanc, il existe un lien réciproque entre l'homme et la société, chacun ayant des devoirs à l'égard de l'autre. Si l'individu doit contribuer au bien être matériel et moral de la société, c'est-à-dire exercer ses facultés par le travail et pour produire ce qui manque aux autres, dans le même temps, la société doit garantir à chacun de pouvoir remplir ce devoir, c'est-à-dire assurer à l'homme la possibilité d'exercer ses facultés. Ce que Blanc résume par la phrase suivante : « à chacun selon ses facultés, voilà le devoir. A chacun selon ses besoins, là est le droit »⁹. La société doit devenir une grande famille en reproduisant le mode de solidarité qui la constitue. Guidé par un sentiment de bienveillance réciproque, chaque membre de la famille est assuré de « produire selon ses facultés et consommer selon ses besoins »¹⁰. Pour Blanc une telle solidarité existera au sein de l'association. Conscient que le régime social qu'il préconise ne sera atteint qu'à long terme, Blanc propose d'initier le mouvement à travers des mesures concrètes dont les effets bénéfiques seront immédiatement perceptibles. C'est dans ce cadre qu'il propose une nouvelle organisation du travail à travers l'instauration d'ateliers sociaux. Mis en place par l'Etat, l'Atelier social permettra notamment d'assurer la réciprocité des droits et devoirs de l'individu et de la société : garantissant à chacun des instruments de travail, il permettra à l'homme de produire selon ses capacités.

II. DES MODÈLES D'ORGANISATION DU TRAVAIL EN COHÉRENCE AVEC LA LOGIQUE LIBÉRALE

Dans les discours des économistes libéraux tels que Bastiat, Chevalier, Leroy-Beaulieu ou Garnier¹¹, l'association développée par Saint-Simon ou Blanc est analysée comme la porte ouverte à l'intervention publique et la remise en cause des libertés économiques obtenues en 1789. L'idée d'association est alors analysée comme une entrave à la liberté individuelle, au

⁶ *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, 1840.

⁷ Commission devant réfléchir au droit du travail présidée par Blanc qui souhaitait initialement la mise en place d'un ministère du travail.

⁸ C'est à ce titre que nous le retenons même si Gide et Ritz (1944) ou Gueslin (1987) soulignent que sa pensée n'est pas des plus originales et qu'elle est reprise de ses contemporains, Buchez notamment.

⁹ Blanc (1849), *Le catéchisme des socialistes*, p. 2.

¹⁰ Blanc (1849), *Ibid.*, p. 4.

¹¹ A travers leurs contributions à des revues spécialisées comme *Le journal des économistes* par exemple ou le *Dictionnaire d'économie politique*.

droit de propriété privée et une atteinte au principe de concurrence. Nous avons analysé les systèmes d'association proposés par Saint-Simon et Blanc au regard de ces critiques. Or, de notre point de vue, les propositions de réforme des auteurs étudiés s'inscrivent dans le sillage du libéralisme économique. Pour appuyer notre propos, nous montrerons que Saint-Simon et Blanc cherchent dans leur modèle d'association à préserver la liberté individuelle (II.1), la propriété privée (II.2), un régime de concurrence (II.3) tout en remettant en cause l'intervention de l'Etat (II.4).

II.1 Association et respect de la liberté individuelle

L'un des axes de la critique que les économistes libéraux adressent aux réformateurs sociaux porte sur la remise en cause que ces derniers feraient de la liberté individuelle par l'instauration d'un régime d'organisation du travail fondé sur l'association. Or que ce soient Saint-Simon ou Blanc, chacun, à sa manière, reconnaît l'importance de l'initiative individuelle dans le fonctionnement des activités économiques et les systèmes d'association qu'ils proposent cherchent à la favoriser.

L'activité productive est, pour Saint-Simon, le ferment des sociétés humaines. Elle est la sphère dans laquelle la poursuite par chacun de son intérêt personnel est en même temps conforme à l'intérêt général. Pour lui, en effet, « *la volonté individuelle imprime à chacun son mouvement propre, dans le sens du mouvement commun* »¹². La société s'établit par cette union d'intérêts et se fortifie par leurs expressions. Dans le système industriel à construire, chacun sera libre de suivre son intérêt individuel. Le moteur des conduites, une fois l'association mise en place, reste l'intérêt privé : « *l'homme industriel, comme tel, n'est véritablement soumis qu'à une seule loi, celle de son intérêt* »¹³. Chacun va même chercher à étendre son champ de liberté car ce besoin de liberté fait partie de la nature humaine : « *Qu'est-ce que l'homme demande aux hommes ? La liberté ; la liberté de disposer de ses bras, de son industrie, de ses biens. Fais chacun aussi libre que tu veux l'être ; voilà toute la morale* »¹⁴. Saint-Simon partage l'analyse de la liberté défendue par les économistes libéraux. Pour ces derniers, la liberté ne peut se développer que dans un cadre juridique défini et une fois ce cadre définit, un maximum de liberté doit être laissé à chacun. Toute action médiatrice ne ferait qu'entraver le développement de l'activité économique, seule source de progrès. Il n'en va pas autrement pour Saint-Simon : « *La constitution est la seule barrière que doit respecter la pensée de l'écrivain politique ; contre elle et hors d'elle point de travaux utiles ; dans les limites qu'elle prescrit, la plus entière liberté ne saurait nuire [...]. Les hommes livrés à l'industrie, et dont la collection forme la société légitime, n'ont qu'un besoin, c'est la liberté : la liberté c'est pour eux de n'être point gênés dans le travail de la production, c'est de n'être point troublés dans la jouissance de ce qu'ils ont produit* »¹⁵. Le système industriel est donc loin de remettre en cause la liberté individuelle et le dynamisme économique issus de la promotion de l'intérêt privé.

La négation de l'initiative privée et de la liberté individuelle est une critique récurrente adressée à Blanc. S'il est vrai que ce dernier dénonce la liberté virtuelle issue de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, il cherche néanmoins, par l'établissement du régime d'association, à rendre cette liberté réelle. Il adhère en ce sens à la manière dont la liberté est définie dans la seconde déclaration des droits de l'homme de 1793 (article 4) : « *la liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme d'exercer à son gré toutes ses facultés. Elle a*

¹² Saint-Simon (1816), *L'industrie*, vol.1, p. 22.

¹³ *Ibid*, p. 129.

¹⁴ *Ibid*, p 81.

¹⁵ *Ibid.*,p 128-131.

la justice pour règle, le droit d'autrui pour borne, la nature pour principe et la loi pour sauvegarde »¹⁶. A ses yeux, l'Etat est le garant de cette liberté, et au sein des ateliers sociaux, il doit de promouvoir l'égalité des droits pour assurer à chacun le plein usage de cette liberté. Mais cette intervention publique n'est que ponctuelle, elle n'est là pour fixer un cadre : « *une fois fondé et mis en mouvement, l'atelier social se suffirait à lui-même (...); les travailleurs associés se choisiraient librement (...); ils feraient eux même la répartition des bénéfices; ils s'occuperaient des moyens d'agrandir l'entreprise commencée* »¹⁷. Et Blanc de préciser, « *comme tout le monde, je pense que l'activité humaine a dans l'intérêt personnel un très énergique, un incontestable mobile* »¹⁸.

La promotion de la liberté individuelle est donc bien au cœur des projets de réforme de Saint-Simon et Blanc. Leur organisation du travail cherche aussi à préserver la propriété privée.

II.2 L'importance de la propriété privée

Dans le *Dictionnaire d'économie politique*, Faucher pose la propriété privée comme une des conditions de la prospérité des sociétés modernes. A ses yeux, l'association remet cet élément en cause. Qu'en est-il ?

Pour Saint-Simon, la propriété est un élément constitutif de la vie en société, « *l'établissement du droit de propriété et des dispositions pour le faire respecter est incontestablement la seule base qu'il soit possible de donner à une société politique* »¹⁹. Pour Saint-Simon il existe en outre un lien entre propriété privée et système économique : la propriété privée assure le plus haut degré de développement de l'économie. Fondée sur le travail, elle en est aussi la récompense, ce qui renforce le développement du système productif. Il est alors essentiel, à ses yeux, de proposer un schéma de réforme sociale qui intègre pleinement le droit de propriété.

Blanc développe au sujet de la propriété une réflexion analogue à celle menée sur la liberté. C'est parce qu'il reconnaît que la propriété est un droit essentiel, qu'il souhaite en modifier le cadre social pour que tout le monde puisse y accéder. « *Il est certain que l'homme ne peut vivre qu'en s'appropriant les objets extérieurs. (...) Oui la propriété est un droit naturel, oui il importe de le consacrer* ». Mais la question qui prime pour lui est de savoir si la société offre à chacun ce droit à la propriété privée. Répondant par la négative, il considère que seule la réorganisation du travail autour des ateliers sociaux assurera cette condition, confirmant ainsi le droit de propriété pour tous.

III.3 Promotion du principe de concurrence

L'association, chez Saint-Simon et Blanc est aussi compatible avec un régime de concurrence reconnu par les libéraux comme le régulateur de l'activité économique et du système social²⁰. C'est chez Blanc que l'on trouve une réelle analyse de la concurrence en tant que principe de régulation des activités économiques. Même s'il parle dans *L'Organisation du travail* (1839) de ce principe comme d'un « *principe d'extermination* »²¹, ce n'est pas tant la concurrence en elle-même qu'il remet en cause que son application dans le contexte

¹⁶ Déclaration citée par Blanc (1842), *Histoire de 10 ans*, Tome 4, p. 113, souligné par lui.

¹⁷ Blanc (1839), *L'organisation du travail*, p. 15.

¹⁸ *Ibid.*, p. 136.

¹⁹ Saint-Simon (1817), *L'industrie*, vol. 2, p. 89.

²⁰ Nous renvoyons à la lecture de l'article « Concurrence » Coquelin (1852).

²¹ Blanc (1839), *L'organisation du travail*, p. 27.

économique qu'il observe. Pour preuve, c'est par la « sainte concurrence »²² que la diffusion des ateliers sociaux sera assurée. « *Dans toute industrie capitale, (...) il y aurait un atelier social faisant concurrence à l'industrie privée. La lutte serait-elle bien longue ? Non, parce que l'atelier social aurait sur tout atelier individuel l'avantage qui résulte des économies de la vie en commun (...) Bientôt (...) dans toute sphère d'industrie où un atelier social aurait été établi, on verrait accourir vers cet atelier (...) travailleurs et capitalistes* »²³.

Saint-Simon et Blanc promeuvent aussi la concurrence comme principe régulateur du système social. Pour ces deux auteurs, il est juste que les plus méritants, par leur travail, obtiennent les plus hautes responsabilités. Posé comme un élément de stimulation interindividuelle, cette concurrence conduit alors à des inégalités de positions. Or ces dernières sont considérées comme justes puisque le système d'association assure l'égalité des conditions au départ. Pour Saint-Simon, « *chacun obtient un degré d'importance et des bénéfices proportionnels à sa capacité et à sa mise ; ce qui constitue le plus haut degré d'égalité qui soit possible et désirable* »²⁴. Pour Blanc, l'association assure à tous « *l'égal développement de leurs facultés inégales* »²⁵. Si Blanc ne se différencie pas des économistes libéraux sur l'idée qu'il importe de promouvoir des distinctions interindividuelles, la particularité de son raisonnement repose sur le fait que ces distinctions n'ont pas besoin de se traduire par une différence de rémunération ou une plus grande possession de capital : « *ce que j'ai affirmé (...), c'est que, si la hiérarchie par capacités est nécessaire et féconde, il n'en est pas de même de la rétribution par capacités* »²⁶.

Saint-Simon et Blanc considèrent qu'une stimulation sociale est nécessaire au bon fonctionnement de l'association. Si leur système d'association doit assurer une égalité des droits, le talent et le travail personnel justifient l'inégalité des positions à l'arrivée.

II.4 L'association, une forme organisationnelle limitant le rôle de la puissance publique.

La place que peut occuper l'Etat est un point sensible pour les partisans du libéralisme économique. S'ils lui reconnaissent un rôle, celui-ci est clairement défini et délimité. L'action de l'Etat doit se concentrer principalement sur les trois domaines dégagés par Smith (défense, administration de la justice, travaux et établissements publics²⁷). Les économistes libéraux considèrent que le développement de l'association conduit à l'omniprésence de l'Etat et à l'étouffement des initiatives privées. Or pour les deux générations d'auteurs étudiées, la promotion de l'association passe par une critique et une redéfinition des attributions de l'Etat dont le registre s'apparente à celui des économistes libéraux.

Saint-Simon et Blanc émettent une première critique de l'Etat sur la base des observations respectives qu'ils font des régimes en vigueur. Les difficultés de la France s'expliquent en grande partie par l'action de gouvernements n'agissant pas dans le sens de l'intérêt général. Saint-Simon par exemple, dans *Du système industriel*, considère que « *les gouvernements ont été considérés comme investis de pouvoirs beaucoup plus étendus qu'ils ne devaient l'être, (...) les gouvernements administrent les affaires générales dans leur intérêt et à leur profit, au lieu de les gérer dans l'intérêt des peuples et à leur grand avantage* »²⁸. Très radical dans

²² *Ibid.*, p. 102.

²³ *Ibid.*, p. 105-106.

²⁴ Saint-Simon (1819), *L'organisateur*, p. 151.

²⁵ Blanc (1872), *Le parti qu'on appelle radical*, p. 10.

²⁶ Blanc (1839), *op. cit.*, en réponse à Chevalier, p. 140-141.

²⁷ Développé dans le livre 5-chap.1 de *La richesse des nations* (1776).

²⁸ Saint-Simon (1819), *L'organisateur*, p. 29-30.

sa critique du pouvoir en vigueur, Saint-Simon considère ainsi que la perte de cinquante hommes d'Etat nuirait infiniment moins à la France que la perte de cinquante de ses industriels. Blanc, voit aussi dans le régime gouvernemental qu'il observe une source de désorganisation sociale, une cause « d'oppression et de ruine ». Il dénonce notamment l'inefficacité de l'organisation gouvernementale : « *considérez la société dans son ensemble, vous apercevrez l'Etat nulle part : étudiez la société dans les détails, vous trouverez l'Etat partout* »²⁹. L'opinion selon laquelle une réforme de l'Etat est nécessaire est commune aux deux auteurs. Ils cherchent alors, à travers l'établissement de l'association, à pallier ces « disfonctionnements ».

Saint-Simon souhaite que dans son système, la forme de l'Etat s'adapte au régime industriel et œuvre au bonheur du plus grand nombre. Le seul moyen d'y parvenir est alors, selon lui, de guider les gouvernants, de leur montrer la marche à suivre. « *Dans l'état présent des choses, il est admis que le devoir perpétuel et unique des gouvernements est de travailler au bonheur de la société. [...] Leur dire "rendez-nous heureux", sans leur prescrire par quels moyens, c'est leur laisser forcément la fonction d'imaginer ce qu'ils doivent faire pour notre bonheur. [...] Dès lors, si nos chefs sont ambitieux, ils nous organiseront pour la conquête ou pour le monopole. S'ils ont le goût du faste, ils chercheront à nous rendre heureux en bâtissant de beaux palais et en donnant des fêtes magnifiques [...]; car les gouvernants sont très portés, par un effet naturel de leur position, à prendre sincèrement ce qui satisfait leurs passions ou leurs goûts dominants, pour ce qu'il y a de plus avantageux aux nations* »³⁰. Le régime industriel ne découle donc pas d'une initiative politique. Et une fois instauré, c'est aux savants, artistes, producteurs de choisir les orientations économiques. Le système saint-simonien est sur ce point proche du résultat que cherchent à atteindre les économistes libéraux : ce sont les besoins du système économique qui doivent orienter l'intervention de l'Etat. L'Etat, dans le régime industriel, voit son rôle cantonné à l'administration des choses. Il doit uniquement assurer le cadre général qui permettra le développement de l'industrie le plus harmonieux. L'Etat doit se mettre au service des industriels et s'adapter à leurs exigences. « *Les fonctions du gouvernement seront réduites à n'être plus que la nature de celles de surveillant dans les collèges : les surveillants ne sont chargés que du soin de maintenir l'ordre* »³¹.

C'est également le point d'arrivée de Blanc. Attaché au rôle de l'initiative privée, il importe pour lui de spécifier le rôle de l'Etat afin qu'il ne nuise pas à la société. A ses yeux, ce dernier doit initier la réforme des ateliers sociaux. Mais le rôle de l'Etat se limite uniquement à la mise en place des conditions du libre développement de l'individu : « *l'Etat fonde l'atelier social, (...) il donne des lois dont il surveille l'exécution pour le compte et au profit de tous. Mais là se bornerait son rôle. (...) L'Etat serait le protecteur suprême du principe d'association sans qu'il fût possible d'absorber en lui l'action des travailleurs, associés, tout comme il est aujourd'hui le protecteur suprême du principe de propriété, bien qu'il n'absorbe pas en lui l'action des propriétaires* »³². Pour Blanc, l'Etat n'est là que pour modifier le cadre général de l'action individuelle afin de favoriser l'accès à la propriété et la jouissance d'une liberté réelle. L'Etat œuvrant dans le cadre des ateliers sociaux s'apparente à l'Etat gendarme de Smith, il veille à l'application des lois et à la sécurité des individus : « *nous faisons de l'Etat, non pas le directeur de nos ateliers sociaux, mais leur législateur, ce qui est tout différent* »³³.

²⁹ Blanc (1866), *L'Etat et la commune*, p. 38.

³⁰ Saint-Simon (1819), *op. cit.*, p. 196.

³¹ *Ibid.*, p. 42.

³² Blanc (1839), *L'organisation du travail*, p. 14.

³³ *Ibid.*, p. 145.

Au sein des systèmes d'association étudiés, l'analyse du mode de régulation économique des activités au sein de ces organisations est compatible avec les principes libéraux. La particularité de leur approche ne se situe donc pas la promotion d'un modèle économique fondamentalement distinct de celui des économistes libéraux. Leur apport se situe plutôt dans le cadre moral proposé à travers l'instauration de l'association.

III - L'ANCRAGE MORAL DE L'ASSOCIATION, UNE INNOVATION SOCIALE

Si l'analyse économique de l'association ne conduit pas à voir une remise en cause du libéralisme économique, l'analyse de son fondement moral peut y conduire. Nous voudrions montrer à présent que la mobilisation de la notion d'association comme réponse à la question sociale conduit à souligner une des limites du libéralisme économique, à savoir que l'intérêt général ne peut résulter du simple jeu des intérêts particuliers. Les réformateurs sociaux vont alors faire de l'association le vecteur de diffusion d'un cadre moral conduisant les individus vers la réalisation de l'intérêt général. La simple présence d'un cadre moral est-il suffisant pour conclure à une remise en cause du schéma libéral ? Non, car il y a dans la pensée libérale une évocation implicite ou préalable à un ordre moral (Vergara, 1992, 2001). Mais telle qu'elle est conçue chez Saint-Simon et Blanc, la morale dépasse celle présente dans la philosophie libérale car elle se pose, à travers l'association, comme une institution. Elle devient source de devoirs sociaux. Après avoir mis en évidence l'importance accordée à la morale par Saint-Simon et Blanc (III.1), nous analyserons en détail les contours de leur morale en montrant qu'elle s'appuie sur une référence extérieure puisée dans la religion (III.2) et qu'elle est institutionnalisée à travers l'association (III.3).

III.1 La morale comme composante de la vie sociale

Dans leurs écrits, Saint-Simon et Blanc parlent de la morale comme d'une composante essentielle de l'ordre social. Elle est, selon eux, au fondement de la société. Saint-Simon est très clair à ce sujet. Pour lui, « *il n'y a pas de société possible sans idées morales communes* »³⁴. Blanc développe lui aussi l'idée que la morale résulte de l'appartenance à la société. L'intérêt individuel ne peut à son sens exister pour lui-même. La morale que Blanc définit prend corps par la qualité intrinsèque de l'individu et sa capacité à intégrer ceux qui l'entourent : « *si l'intérêt personnel était l'unique impérateur de mes actes, mes yeux auraient-ils des larmes pour un malheur éloigné ? (...) Non, je le sens. Donc ma vie n'est pas à moi seulement, elle est à l'humanité* »³⁵. La morale est posée comme un fondement de la vie en société. C'est elle qui assure la mise en conformité des actions individuelles entre elles, assurant la réalisation de l'intérêt général. Saint-Simon note par exemple : « *le premier intérêt de toute nation, de tout individu, c'est d'avoir des principes et d'y conformer sa conduite* »³⁶ : *une conduite qui n'est point assujettie à des règles fixes ne peut être qu'une suite d'inconséquences, de démarches contradictoires* »³⁷. La prégnance de la morale sur les conduites individuelles n'est en soi pas novatrice. C'est déjà la vision que Smith développait dans la *Théorie des sentiments* (Dubœuf, 1985). La particularité de cette morale, chez Saint-Simon et Blanc provient de son mode de formation et de diffusion.

II. 2 Un ancrage religieux de la morale

³⁴ Saint-Simon (1817), *L'industrie*, vol. 2, p. 32. C'est une phrase qui revient comme un leitmotiv dans ses écrits.

³⁵ Blanc, cité par Chanson (1943), p. 60.

³⁶ Ce principe dans le régime industriel est défini comme suit par Saint-Simon (1817), « *l'industrie est une : tous les membres sont unis par les intérêts généraux de la production* », p. 40-41.

³⁷ Saint-Simon (1816), *L'industrie*, vol.1, p. 53.

Chez Smith, le mode d'élaboration et de transmission de la morale dépend d'un processus social auto-défini, produit par l'individu lui-même à travers la généralisation de ses expériences de sympathie (Dubœuf, 1985). Chez Saint-Simon et Blanc, la morale est calquée sur un référentiel religieux. Elle est donc définie extérieurement aux individus qui s'y conforment par la suite. S'il peut sembler évident que tout auteur français du XIX^e soit imprégné des références religieuses, il nous semble que chez Saint-Simon et Blanc, les contours de cet ancrage religieux sont spécifiques. Très critiques vis-à-vis de l'ordre religieux institué, ils ne s'intéressent qu'aux fonctions sociales que la religion peut avoir sur la vie présente. En d'autres termes, si Saint-Simon et Blanc se reconnaissent tributaires de l'Evangile, leur ancrage religieux est orienté avant tout vers un but opérationnel : la recherche du bonheur social. Ils se font les défenseurs d'une religion où Dieu n'est pas l'objet de la croyance : « *l'espoir du paradis et la crainte de l'enfer ne peuvent plus servir de base à la conduite des hommes. (...) On ne peut plus donner à la morale d'autres motifs que des intérêts palpables, certains et présents* »³⁸. Pour ces auteurs, la parole du Christ devient un principe régulateur de l'activité humaine. Ainsi, pour Saint-Simon, « *les hommes doivent se conduire en frères à l'égard les uns des autres ; ce principe sublime renferme tout ce qu'il y a de divin dans la religion chrétienne* »³⁹. Blanc développe la même optique dans le *Catéchisme des socialistes*, en soulignant que ce qu'il prône est « l'Evangile en action ». Il retient comme maximes fondamentales de l'Evangile : « *Aimez-vous les uns les autres, ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on fit à vous-même ; le premier d'entre vous doit être le serviteur de tous les autres ; paix aux hommes de bonne volonté* »⁴⁰.

La morale, source d'intérêt général, est donc définie sur une base religieuse et les individus doivent y conformer leur conduite. On sort ici de la vision smithienne de la morale qui associait intérêts particuliers et intérêt général par la nature expérimentale de la morale (Dubœuf, 1985). On peut mettre en avant un second point de rupture entre Smith et les réformateurs sociaux si l'on se penche sur les mécanismes de diffusion de leur morale.

III.3 L'institutionnalisation de la morale par l'association

On pourrait qualifier le cadre moral des réformateurs sociaux de « phénomène religieux » au sens où Durkheim (1898) l'emploie : « *on appelle phénomène religieux les croyances obligatoires ainsi que les pratiques relatives aux objets donnés dans ces croyances* »⁴¹. Selon cette définition on peut concevoir une religion sans Dieu. Un fait religieux, pour être qualifié comme tel, doit adjoindre une pratique à une croyance. Chez Saint-Simon et Blanc, la croyance est celle d'un bonheur social matériel. La pratique est, elle, fondée sur l'association. Dans le système industriel saint-simonien, « *la nouvelle organisation (...) déduira les institutions temporelles, (...) du principe que tous les hommes doivent se conduire à l'égard des uns des autres comme des frères* »⁴². Blanc cherche aussi à concrétiser sa morale fraternelle à travers l'établissement des ateliers sociaux. Pour lui, l'association assurera « *la concorde de chaque intérêt particulier avec l'intérêt général (...), en un mot la réalisation de la doctrine du Christ* »⁴³. L'association, dans les déclinaisons qu'en font Saint-Simon et Blanc est conçue comme la concrétisation et la mise en œuvre de leur système moral. Posée comme une institution, l'association assure la réalisation du bonheur social, nouvel objet de croyance. L'intérêt individuel est alors guidé vers la réalisation de l'intérêt général extérieurement

³⁸ Saint-Simon (1817), *op. cit.*, vol.2. p. 38.

³⁹ Saint-Simon (1825), *Nouveau christianisme*, p. 2.

⁴⁰ Blanc (1849), *Le catéchisme des socialistes* p. 3.

⁴¹ Durkheim (1898), p. 21-22.

⁴² Saint-Simon (1825), *op. cit.*, p. 8.

⁴³ Blanc (1849), *op. cit.*, p. 9.

défini. Cet assujettissement de l'intérêt individuel à l'intérêt général ouvre une brèche dans le schéma libéral de réalisation de l'ordre social. Le régime associatif guide le mobile privé des actions individuelles. C'est en cela que les systèmes d'organisation du travail proposent un schéma d'organisation sociale innovant.

IV – TRAVAIL ET INNOVATION DANS LES ASSOCIATIONS AUJOURD'HUI

Au XIX^e siècle, les schémas de réforme sociale fondés sur l'idée d'association restent tributaires de la logique libérale. L'organisation du travail proposée au sien de l'association ne diffère pas, d'un point de vue économique, de celle des économistes libéraux. L'apport de Saint-Simon et Blanc se situe plus dans le cadre moral qu'ils proposent. Qu'en est-il aujourd'hui ?

L'économie sociale représente en France, en 2003, 11,7 % du PIB national et regroupe plus de 1,8 million de salariés dont près de 1,6 million au sein des associations loi 1901⁴⁴. Alors que le taux de croissance annuel moyen de l'emploi salarié s'élève à 1,1 % entre 1999 et 2005, sur la même période, ce taux est de l'ordre de 2,5 %⁴⁵ pour l'emploi associatif. Dans un contexte de croissance ralentie et peu créatrice d'emplois, l'économie sociale apparaît comme une exception, le lieu d'une dynamique économique et sociale originale. Mais au-delà de ces chiffres, quelles sont les caractéristiques de l'emploi salarié dans ces associations, est-il source d'innovation sociale ?

Comme le soulignaient Harrisson et Gervais (2006), peu de données existent concernant les caractéristiques des emplois associatifs. Les travaux réalisés en France par Tchernonog (2007) et Hély (2005, 2008) ont permis de combler ce vide. Il ressort de ces enquêtes que la qualité des conditions d'emploi y est moindre comparées au secteur privé (type de contrat niveau de qualification, niveau de rémunération). Ainsi « *le contrat de type CDI est moins répandu dans les associations que dans le reste de l'économie* »⁴⁶ : alors que l'emploi en CDI reste encore la norme pour les entreprises du secteur privé (88% des cas), embauches en CDI représentent seulement un peu plus de la moitié des contrats proposés par les associations (53 %, voir tableau 1). Le secteur associatif compte une proportion élevée d'emplois de statuts divers. Ces formes particulières d'emplois sont d'ailleurs plus importantes dans les associations d'insertion (21% des cas contre 11% des cas pour l'emploi associatif hors association d'insertion). D'autre part, les personnes occupant un emploi associatif sont majoritairement des femmes « *l'enquête indique que 68 % des emplois salariés sont occupés par des femmes, donnée identique à celle de l'UNEDIC* »⁴⁷. Le niveau de qualification y est moindre puisque 27% des salariés des associations sont sans diplôme ou formation, ce taux étant de 18% dans les entreprises du secteur privé. Les femmes sont d'ailleurs plus présentes dans les postes associatifs recourant à des emplois nécessitant peu de formation (par exemple dans les secteurs de l'aide à la personne).

⁴⁴ D'après les enquêtes menées par Tchernonog (2007), p. 87.

⁴⁵ D'après les enquêtes menées par Tchernonog (2007), p. 87.

⁴⁶ Tchernonog (2007), p. 90.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 88.

Tableau 1 : Profil de l'emploi salarié dans les associations

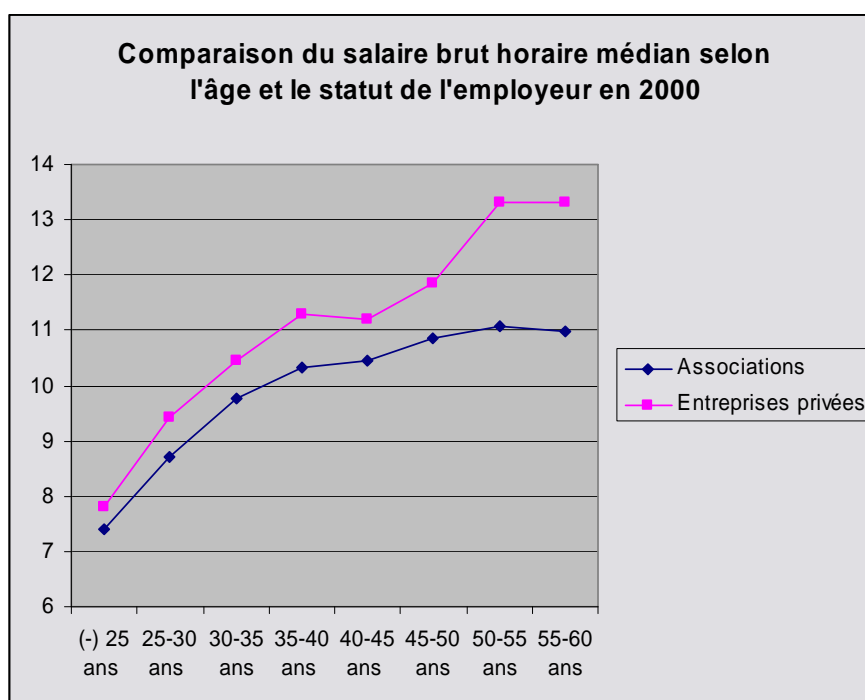
	Emplois associatifs hors associations d'insertion	Emplois associatifs yc les associations d'insertion	Référence : Enquête Emploi Ensemble du secteur privé
Statut de l'emploi salarié			
Emplois CDI	65 %	53 %	88%
Emplois CDD	24 %	26 %	6%
Autre statut	11 %	21 %	6%
Total	100 %	100 %	100%
CSP des salariés			
Cadres	8 %	6 %	14 %
Professions intermédiaires	33 %	37 %	28 %
Employés	52 %	45 %	42 %
Ouvriers	7 %	12 %	16 %
Total	100 %	100 %	100 %
Niveau de formation			
Sans formation, sans diplôme	20 %	27 %	18 %
Brevet, BEP	23 %	23 %	38 %
Bac	18 %	16 %	16 %
Bac +2, BTS, Bac+3	28%	24%	18 %
Bac +4 et au delà	11 %	10 %	10 %
Total	100 %	100 %	100 %

Scé : Tchernonog 2007, p. 90

Autre réalité de l'emploi associatif, un niveau de rémunération y est moindre. D'après Hély (2005, 2008), « à emploi égal, le salaire perçu diffère sensiblement de ce qu'il pourrait être dans le cadre d'une entreprise privée à but lucratif »⁴⁸, et ceci quelque soit la tranche d'âge. Cet écart de rémunération tend à s'accroître avec l'âge (C.f. graphique 1 ci-dessous). Autre caractéristique, une distribution des salaires globalement plus inégalitaire pour le secteur associatif : hormis pour la tranche d'âge 35-40 ans, le rapport interquartile est supérieur dans le secteur associatif que dans le secteur privé (voir Tableau 2).

⁴⁸ Hély (2008), p. 128. L'auteur se base sur la source de DADS (déclarations annuelles de données sociales), constituées des déclarations administratives des entreprises.

Graphique 1



D'après Hély (2005), p. 206

Tableau 2 : Comparaison des rapports interquartiles des salaires horaires selon l'âge et statut de l'employeur en 2000

	Rapport interquartile (Q3/Q1) pour les associations	Rapport interquartile (Q3/Q1) pour les entreprises privées
- de 25 ans	1,51	1,41
25-30 ans	1,63	1,57
30-35 ans	1,74	1,71
35-40 ans	1,86	1,99
40-45 ans	1,95	1,91
45-50 ans	2,07	2,08
50-55 ans	2,39	2,06
55-60 ans	2,29	2,06

Scs : DADS, Hély (2005), p. 206.

Ainsi, d'après les données disponibles, les conditions de travail ne sont donc pas meilleures dans les associations. Elles concentrent au contraire des emplois plus précaires et moins rémunérés. Pourtant, les associations apparaissent comme des organisations socialement innovantes. *L'hypothèse que nous formulons est que ce potentiel innovateur se situe plus au niveau des valeurs véhiculées par ces organisations qu'au niveau des perspectives et des conditions de travail offertes.* On retrouverait alors une caractéristique similaire à celle que nous avons soulignée au XIX^e siècle⁴⁹, le potentiel innovateur des associations se situant niveau des valeurs démocratiques et d'utilité sociale promues (Laville 2000, Gadrey 2004).

⁴⁹ À la différence que la reconnaissance juridique des associations a transformé le cadre organisationnel de ces organisations leur imposant un mode spécifique de redistribution des profits, ce qui n'était pas le cas au XIX^e siècle.

Cette interprétation peut être renforcée par les hypothèses formulées dans d'autres travaux. Hély (2008), cherchant à expliquer ces différences de salaires, conclue : « *ces résultats montrent clairement que le salaire ne constitue pas le critère principal de la reconnaissance professionnelle et que d'autres éléments, comme la satisfaction morale d'accomplir un projet d'utilité sociale, viennent compenser une rémunération plus faible* »⁵⁰. Ses conclusions vont alors dans le sens de celles de Preston (1989) qui avait déjà mis en évidence que le différentiel de salaire des employés du secteur associatif pouvait s'expliquer par un « don de travail », ces derniers acceptant un salaire moindre car leur activité était source d'externalités positives. Ce thème des valeurs morales ressort aussi du travail de Harrisson et Gervais (2007) ces derniers soulignant que « *le type d'autorité qu'exercent l'OBNL et les EES sur ses membres révèle une forme de pouvoir normatif incitant les membres à s'engager sous la forme d'un « attachement moral »* »⁵¹.

CONCLUSION

L'association au XIX^e siècle a été pensée comme un mode d'organisation du travail alternatif pouvant résoudre la question sociale. L'étude des modèles proposés par Saint-Simon et Blanc nous a permis de mettre en avant que le potentiel innovateur de leurs réformes se situait plus au niveau du cadre moral proposé que dans la promotion de principes économiques distincts de l'optique libérale. L'association est alors pensée comme le vecteur de diffusion d'une morale sociale source de bien-être collectif. Cette spécificité associative semble toujours à l'œuvre aujourd'hui, cette organisation se distinguant plus par les valeurs qu'elle véhicule (participation démocratique, utilité sociale) que par ses conditions de travail moins favorables que dans le secteur privé.

⁵⁰ Hély (2008), p. 136.

⁵¹ Harrisson et Gervais (2007), p. 10.

ANNEXE :

Tableau 1 : Caractéristiques politiques, économiques et sociales de la in du VIIe au milieu du XIX^e siècle

	1789-1830	1830-1851		1789-1830	1830-1851
Régimes politiques	Monarchie Constitutionnelle (1789-1792) / Première République (1792-1793) / Convention thermidorienne (1794-1795) / Directoire (1795-1799) / Consulat (1799-1804) / Empire (1804-1814) Restauration (1814 – 1830)	Monarchie de juillet (1830-1848) Seconde République (1848-1851)	Législation sociale	Avr-dec 1803 : rétablissement du livret ouvrier Mars 1806 : généralisation du conseil des prud'hommes sept 1806 : limitation de la durée de travail pour certaines professions entre 12 et 14 h juin 1813 : interdiction de faire descendre les enfants de – de 10 ans dans les mines	Mars 1841 : interdiction du travail des enfants de – de 8 ans Fev 1848 : mise en place d'une commission pour les travailleurs Mars 1848 : limitation de la durée du travail pour tous à 10 h pour Paris, 11 h pour la province
Caractéristiques générales de la période	Guerres et crises politiques suite à la révolution de 1789 Manque de régulations économiques et sociales Structuration de l'activité économique et politique autour des « notables »	Apparition de la « question sociale » Début du mouvement ouvrier et de ses revendications	Législation sur l'association	Avril 1791 , décret d'Allarde : prônant la liberté du travail Juin 1791 , Loi Le Chapelier Interdiction des corporations, coalition et associations Code civil de 1810 (art. 291 à 294) - instauration du « délit d'association » - limitation des regroupements à moins de 20 personnes	Avril 1834 , renforcement de la loi de 1810, obligation de demande d'autorisation pour tout regroupement 1848 , reconnaissance de la liberté d'association dans l'art 8 de la Constitution
Caractéristiques sociales (1)	1815 Population = 30 millions Répartition par groupes d'âge 0-19 : 41,2% 20-59 : 49,4% 60 et + : 9,4% Répartition par secteur d'activité de la PA Primaire : 67% env. Secondaire : 13 % env. Tertiaire : 20% env.	1851 Population = 35,7 millions Répartition par groupes d'âge 0-19 : 36,1% 20-59 : 53,7% 60 et + : 11,8% Répartition par secteur d'activité de la PA Primaire : 53% Secondaire : 25% Tertiaire : 22%	<p>Sce : Tableau établi à partir de Braudel et Labrousse (1976), Charle (1991), Droz (1972)</p>		
Caractéristiques	« Croissance ambiguë » (hausse des quantités et écrasement des prix) Baisse du salaire réel (hausse des prix agricoles)	« Premier élan » (1833-1846) Crise (1846-1851) Stagnation du salaire réel			

Tableau 2 : Structuration de la pensée de l'association par génération au XIX^e siècle

Diversité des conceptualisations de l'association



Deux générations d'auteurs

	1789-1830 1 ^e génération	1830-1852 2 ^e génération
Événement marquant	Instabilité politique Volonté de sortir de la période révolutionnaire	Structuration du mouvement ouvrier et définition de la question sociale
Traits dominants dans la conceptualisation de l'association	<i>Modèles qualifiés d'utopiques</i>	<i>Liens entre conception de l'association et pratique ouvrière</i>
Auteurs de la génération	Saint-Simon Fourrier	Buchez Blanc Cabet
Revues	<i>Le Producteur</i> <i>L'Organisateur</i> <i>Le Globe</i>	<i>L'Atelier</i> <i>La Réforme</i> <i>Journal du Peuple</i>
Auteur choisi illustrant la génération	↓ Saint-Simon	↓ Blanc
Leur déclinaison de l'association	Association incarnée dans le système industriel	Association comme mode d'organisation du travail = Atelier social

BIBLIOGRAPHIE

- BLANC L. (1839), *L'organisation du travail*, Paris, Société de l'industrie fraternelle, 5ème Ed., 1847.
- BLANC L. (1849), *Le catéchisme des socialistes*, Paris, Bureaux du « Nouveau-Monde ».
- BLANC L. (1866), *L'État et la commune*, Laroix-Verboeckhoven & Cie Editeurs, Paris.
- BLANC L. (1872), *Le Parti qu'on appelle radical, sa doctrine, sa conduite*, Paris, Leroux.
- CASTEL R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.
- CHANIAL P. (2001), *Justice, don et association*, Paris, La Découverte.
- CHANSON P. (1943), *L'organisation du travail selon Louis Blanc*, Paris, Institut d'Etudes Coopératives et Sociales.
- COQUELIN CH. ET GUILLAUMIN G (dir.) (1852), *Dictionnaire d'économie politique*, Paris, Librairie Guillaumin et Cie.
- COQUELIN Ch. (1852), « Concurrence », In *Dictionnaire d'économie politique*, Tome1, Coquelin Ch. et Guillaumin G. (dir.), Paris, Librairie Guillaumin et Cie, pp. 492-496.
- DROZ J. (Dir.) (1972), *Histoire générale du socialisme*, Tome 1, PUF, Paris.
- DUBÉUF F. (1985), « Adam Smith : mesure et socialité », *Economies et Sociétés*, Oeconomica, série PE n°3.
- DURKHEIM E. (1899), « La définition des phénomènes religieux », in *L'Année sociologique*, deuxième année, Paris, Alcan.
- EWALD F. (1986), *L'Etat providence*, Paris, Grasset.
- FAUCHER (1852), « Propriété », In *Dictionnaire d'économie politique*, Tome 2, Coquelin Ch. et Guillaumin G. (dir.), Paris, Librairie Guillaumin et Cie, pp. 507-521.
- FERRATON C. (2002), *L'idée d'association (1830-1928)*, Thèse, Université de Lyon.
- FRETEL A. (2008), « L'association comme réponse à la question sociale du XIX^e au XX^e siècle », *Revue de la Régulation*, n°2, Premier semestre.
- GADREY, J. (2004), *De l'utilité sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire*, Rapport de synthèse pour le DIES et la MIRE, février
- GUESLIN A. (1987), *L'invention de l'économie sociale*, Paris, Economica.
- HARRISSON D. ET GERVAIS A.-M. (2007) « La gestion des ressources humaines et les relations du travail dans le secteur de l'économie sociale », *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)*, n° ET0704.
- HÉLY M. (2005), *Le travailleur associatif. Un salarié de droit privé au service de l'action publique*, Thèse, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- HÉLY M. (2008), « A travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le secteur associatif veut dire », *Société contemporaines*, n° 69, p. 125-148.
- LAVILLE J.L. (1994), *Les services de proximité en Europe*, Syros, Paris.
- LAVILLE J.L. (1998), « Fait associatif et espace démocratique », In *Revue du MAUSS*, n°11, premier semestre, p. 65-75.

LAVILLE J.-L. (2000), « Le tiers secteur : un objet d'étude pour la sociologie économique in LAVILLE J. L., LALLEMENT M. (Sous la dir.), in « Qu'est-ce que le Tiers secteur ? Associations, économie solidaire, économie sociale », *Sociologie du Travail*, n° 4, vol. 42, p 531-550.

LAVILLE J.L. et Chaniel P. (2001), « L'économie sociale et solidaire : le modèle français », <http://www.unites.uqam.ca/econos/Chercheurs-Laville-Chaniel.pdf>, p. 14-15.

PRESTON A.E.. (1989), "The Nonprofit Worker in a For-profit World", *Journal of labor economics*, 7(4), p. 438-463

SAINT-SIMON C.-H. (1816), *L'industrie*, Vol 1, In *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, Vol. XVII-XVIII, Document électronique, BNF, Reproduction de l'éd. Aalen Otto Zeller, 1963-64.

SAINT-SIMON C.-H. (1817), *L'industrie*, Vol 2, In *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, Volumes XIX-XX, Document électronique, BNF, Reproduction de l'éd. Aalen Otto Zeller, 1963-64.

SAINT-SIMON C.-H. (1819), *L'Organisateur*, In *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin* Volumes XXI-XXII, Document électronique, BNF, Reproduction de l'éd. Aalen Otto Zeller, 1963-64.

SAINT-SIMON C.-H. (1821), *Du système industriel*, In *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, Volumes XXI-XXII, Document électronique, BNF, Reproduction de l'éd. Aalen Otto Zeller, 1963-64.

SAINT-SIMON C.-H. (1825), *Nouveau christianisme : dialogues entre un conservateur et un novateur*, Document électronique, BNF, Reproduction de l'éd. Bossange père, 1825.

SMITH A. (1759), *Théorie des sentiments moraux*, traduit par Biziou, Gauthier, Pradeau, Ed. 1999, Paris, PUF.

SMITH A. (1776), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, Folio-Essais n°73, Paris, (1976), réédition 1991.

TCHERNONOG V. (1999), *Trajectoires associatives – Données de repérage sur les cycles de vie et les disparitions d'associations*, Rapport pour la Délégation interministérielle à l'Innovation sociale et à l'Économie sociale avec le concours financier de la Fondation de France.

TCHERNONOG V. (2007), *Le paysage associatif français – Mesures et évolutions*, Dalloz

VERGARA F. (1992), *Introduction aux fondements philosophiques du libéralisme*, Paris, La Découverte.

VERGARA F. (2001), « Économie politique et morale », *L'Économie politique*, 3^e Trim.

VILLERMÉ R.-L. (1840), *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers des manufactures de coton, de laine*, Paris, J. Renouard.